

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT VINGT-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 25 juillet 1985, à 10 heures

Président : M. Bachir OULD-ROUIS (Algérie)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

Algérie : M. B. OULD-ROUIS
M. L. MOUSSAOUI
M. A. BELAID
M. M. ZIGHED

Allemagne, République fédérale d' : M. H. WEGENER
M. F. ELBE
M. M. GERDTS
M. W-N. GERMANN

Argentine : M. M. CAMPORA
M. R. GARCIA MORITAN
M. G. PARINI

Australie : M. R. BUTLER
M. R. ROWE
Mme S. FREEMAN

Belgique : M. M. DEPASSE

Birmanie : U MAUNG MAUNG GYI
U MYA THAN
U HLA MYINT

Brésil : M. C.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. K. TELLALOV
M. B. KONSTANTINOV
M. P. POPTCHEV
M. N. MIKHAILOV
M. R. DEYANOV

Canada : M. A. DESPRES
M. R. VANIER
M. A. MORRISON
M. A. CRAWFORD
M. A. NORRIS

Chine : Mme WANG ZHIYUN
M. LIU ZHONGREN
M. YU ZHONGZHOU
M. XIA YISHAN
M. JIANG ZHENXI
M. LI BENSONG

Cuba : M. P. NUNEZ MOSQUERA
M. J.L. GARCIA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGI M. M. BADR M. A.M. ABBAS M. F. MONIB
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. D. LOWITZ M. T. BARTHELEMY M. R. LEVINE Mme M. WINSTON M. P. GARDNER M. D. DORN M. P. LEMBESIS M. L. BELGARD M. P. CORDEN
<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. J. JESSEL M. G. MONTASSIER
<u>Hongrie</u> :	M. F. GAJDA M. T. TOTH M. L. MATE
<u>Inde</u> :	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO Mme R. TANZIL M. HARYO MATARAM M. A. AKBAR M. N. WISNOEMOERTI M. S. DARMOSUTANTO
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. F. PIAGGESI M. G. ADORNI BRACCESI M. P. PAVESE
<u>Japon</u> :	M. R. IMAI M. M. KONISHI M. T. KUDO M. T. ISHIGURI
<u>Kenya</u> :	M. P.N. MWAURA
<u>Maroc</u> :	M. O. HILALE M. A. BELLOUKI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Mongolie</u> :	M. L. BAYART
<u>Nigéria</u> :	M. O.O. GEORGE M. C.V. UDEDIBIA
<u>Pakistan</u> :	M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R.J. AKKERMAN
<u>Pérou</u> :	M. J. GONZALES TERRONES M. J. RUBIO CORREO
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. J. RYCHLAK M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. W. KRUTZSCH M. D. FELSKÉ M. F. SAYATZ M. L. MÜLLER M. A. BRIE
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. F. SHAHABI SIRJANI
<u>Roumanie</u> :	M. V. FAUR M. S. POP M. A. POPESCU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.J.S. EDIS M. J.F. GORDON M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS M. L.E. WINGREN Mme E. BONNIER M. R. ANGSTROM Mme A.M. LAU
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. J. VEJVODA M. J. HAJGAR
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. G.V. BERDENNIKOV M. V.A. LEPLINSKY M. Y.K. NAZARKINE
<u>Venezuela</u> :	

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Yougoslavie :M. M. MIHAJLOVIĆ
M. D. MINIĆZaïre :

M. O.N. MONSHEMVULA

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général :

M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de la
Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 324ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord m'acquitter d'un agréable devoir, celui de souhaiter la bienvenue parmi nous au nouveau représentant de l'Argentine, Son Excellence l'Ambassadeur Mario Alberto Campora. Je suis sûr que la carrière diplomatique de l'Ambassadeur Campora et son expérience d'homme politique constitueront un atout de plus pour notre Conférence et qu'il apportera une contribution précieuse à nos travaux.

La Conférence poursuit l'examen du point 4 de son ordre du jour intitulé "Armes chimiques". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

J'ai sur la liste d'orateurs les représentants du Bangladesh, du Japon, de la Suède, de la République démocratique allemande, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de l'Australie.

Conformément à la décision prise à la Conférence à sa 289ème séance plénière, je donne la parole au représentant du Bangladesh, Son Excellence l'Ambassadeur Karim.

L'Ambassadeur Karim n'étant pas là, je voudrais donner la parole au représentant du Japon, Son Excellence l'Ambassadeur Imai.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai demandé la parole aujourd'hui pour présenter le document de travail CD/619 sur la vérification des armes chimiques. Mais avant de le faire, puisque c'est la première fois que je prends la parole devant la Conférence du désarmement à cette session d'été, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur l'Ambassadeur Ould-Rouis, pour votre accession à ce poste important de Président pour le mois de juillet. J'aimerais vous exprimer la sincère gratitude de ma délégation pour l'habileté avec laquelle vous avez guidé les travaux de la Conférence. J'aimerais également saisir cette occasion pour remercier la délégation du Zaïre qui a exercé la présidence au mois de juin. Je voudrais aussi saluer l'Ambassadeur d'Argentine à l'occasion de son arrivée à la Conférence du désarmement. Permettez-moi également d'exprimer la sincère bienvenue de ma délégation à l'Ambassadeur Jessel, de France, et, en même temps, de dire combien nous regrettons le départ de l'Ambassadeur Carasales, d'Argentine.

Monsieur le Président, l'un des thèmes constants de la délégation japonaise dans les débats sur les mesures de désarmement est qu'une vérification multilatérale efficace, acceptable et appropriée est l'une des tâches les plus essentielles, même si elle est complexe et, partant, ardue. Les difficultés sont dues non seulement à des considérations politiques de désarmement, mais à des détails techniques, et encore plus, et très souvent, au fait que l'on a affaire à la structure compliquée et sophistiquée de l'industrie moderne. Il est difficile de trouver un système satisfaisant qui convienne. En même temps, nous pensons qu'il est heureux que la communauté internationale ait acquis une somme d'expérience dans une des formes au moins de ces mesures multilatérales de vérification. Je veux parler ici de l'expérience acquise par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans l'application des garanties contre le détournement de matières nucléaires destinées à des fins pacifiques à d'éventuelles fins militaires, en particulier dans le cadre du régime du Traité sur la non-prolifération. Il existe bien d'autres aspects de cette expérience qui sont utiles dans d'autres domaines concernant la vérification du désarmement.

Permettez-moi d'ajouter rapidement cependant que les garanties de l'AIEA ont leurs caractéristiques propres qui font qu'il est difficile de songer à les appliquer directement dans d'autres domaines. Ainsi, le système de l'AIEA ne s'applique qu'à deux éléments chimiques, à savoir l'uranium et le plutonium, et éventuellement par la suite à un troisième élément, le thorium. Ces éléments sont uniques en ce sens qu'ils émettent une énergie radioactive distincte et caractéristique. On parle souvent de leur signature unique qui les rend faciles à localiser et à identifier, même en quantités très infimes ou traces. Il n'y a pas beaucoup de secteurs industriels où ces deux ou trois éléments chimiques sont utilisés quotidiennement. Par contre, la situation est bien plus complexe dans le cas d'une convention sur les armes chimiques. Les éléments chimiques en question comprennent le chlore, des phosphates, l'hydrogène, l'oxygène, le carbone, etc., qui sont parmi les éléments les plus communs sur la terre ou dans l'atmosphère.

Cette situation conduit à établir une distinction, à savoir que dans le cas de l'industrie nucléaire, la structure de ce que l'on appelle le cycle du combustible est assez limitée ce qui permet de simplifier tout le problème en modèles mathématiques et donc d'appliquer la théorie des échantillons statistiques pour calculer la fréquence des inspections. L'industrie chimique que nous connaissons aujourd'hui est d'une complexité telle que nous n'osons même pas commencer à examiner les grandes lignes des problèmes en jeu.

Il doit être clair dès le début qu'il y a peu de chances de pouvoir appliquer directement les garanties de l'AIEA dans le cas d'une convention sur les armes chimiques et qu'une estimation et une évaluation soigneuses sont nécessaires pour pouvoir utiliser divers résultats des garanties de l'AIEA dans, disons, une convention sur les armes chimiques.

En même temps, puisque nous parlons de vérification multilatérale et de technologies connexes, il est possible qu'il y ait un certain nombre de notions fondamentales communes qui nous permettraient de tirer une analogie utile des travaux déjà accomplis dans le domaine des garanties nucléaires.

J'aimerais signaler à titre d'exemple l'application de la théorie des échantillons statistiques pour déterminer la fréquence des inspections de routine. Voici ce dont il s'agit : on détermine le graphique des produits chimiques dans une installation donnée, autrement dit, la nature et la quantité des produits chimiques, ainsi que le diagramme de leurs réactions, puis on fixe un niveau souhaité de fiabilité pour la vérification, 85 % par exemple; la théorie permettra ensuite de déterminer la fréquence des prélèvements périodiques d'échantillons sur une base aléatoire de façon à s'assurer que si quelque chose d'irrégulier se produisait, cet événement serait décelé avec un niveau de fiabilité allant jusqu'à 85 %. Cela peut être plus facile à comprendre si l'on dit que les règles mathématiques applicables sont les mêmes que pour le contrôle de la qualité dans la production industrielle. Je n'entrerai pas dans tous les détails de la mathématique des échantillonnages, mais j'aimerais mentionner que les garanties de l'AIEA ont finalement fait largement appel à cette idée après d'amples débats, et que cela constitue maintenant la base pour déterminer ce que l'on appelle la fréquence maximum des inspections de routine dans différentes installations. Il serait peut-être utile, le moment voulu, que nous nous arrangions pour examiner son applicabilité dans le cas de notre convention sur les armes chimiques.

(M. Imai, Japon)

Un autre système qui peut trouver des applications utiles dans le cas d'une convention sur les armes chimiques est l'utilisation étendue de mécanismes automatisés inviolables ou plus précisément infraudables. Il peut s'agir de scellés pour garantir qu'aucun retrait non autorisé de matières n'ait lieu dans l'entrepôt indiqué. Dans ce cas, on pourrait choisir d'envoyer de temps à autres des inspecteurs internationaux pour vérifier que les scelles sont intacts. Ou encore on pourrait choisir un système de télédétection légèrement plus coûteux mais dans l'ensemble d'un meilleur rapport coût/efficacité, qui assurerait que toute violation des scellés soit connue au centre de contrôle au moment même où elle a lieu. L'introduction de télécapteurs opérant en circuit direct et en temps réel, reliant les objets à vérifier aux centres de contrôle par des dispositifs électroniques modernes, est probablement ce que Norbert Wiener a une fois décrit comme l'"utilisation humaine des êtres humains" en ce sens que cela libérera un nombre considérable d'inspecteurs de cette tâche ennuyeuse de vérification des scellés et des compteurs à longueur de journée et leur permettra de se consacrer à un travail plus créateur et profitable. On peut remarquer en passant que ceci est à la base de l'introduction des robots dans divers processus industriels. L'idée d'une vérification à distance en continu avait déjà été présentée à la Conférence dans le document CD/271, entre autres. Ce que je présente aujourd'hui est une version avancée de ce concept que nous avons mise au point au Japon et que nous avons trouvé utile dans le cas des garanties de l'AIEA.

Le système décrit dans le document CD/619 comprend différents matériels qui convertissent les données en données numériques puis les transmettent par ligne téléphonique ordinaire ou par des circuits spéciaux de communication par satellite, au centre de contrôle. Les progrès de la technologie des capteurs, des convertisseurs analogiques-numériques et de la miniaturisation des dispositifs de transmission des données, permettent maintenant d'envoyer a) des relevés de compteurs et d'autres tableaux d'instruments, b) des images fixes et c) des messages écrits, et cela presque instantanément, automatiquement et avec plus d'exactitude et de fiabilité. Il est donc possible d'assurer une surveillance continue des flux de la température ou même des composés chimiques ou de prendre à intervalles intermittents des images des lieux à distance. On sait que la transmission extrêmement rapide et dense des données à l'aide de systèmes comme les fibres optiques est à la pointe de ce que l'on appelle la haute technologie et que les fonctions ci-dessus mentionnées, si elles sont systématiquement appliquées, pourront être réalisées sans augmentation considérable du coût.

Cette technique peut s'appliquer par exemple : premièrement, pour les stocks déclarés d'armes chimiques, après vérification initiale afin de s'assurer qu'il n'y a pas eu de prélèvement non autorisé et imprévu du matériel en question; deuxièmement, pour veiller à ce que le processus d'élimination ou de destruction aux installations déclarées a lieu conformément aux prévisions et à la méthode déclarée et, troisièmement, pour s'assurer que la fabrication de ces catégories de produits chimiques à des fins autorisées reste dans les limites stipulées.

Il peut exister d'autres applications de cette technologie. Il est en même temps important de savoir que la vérification automatisée à distance et en circuit direct n'est possible que lorsque la conception et l'agencement des installations en question, ainsi que la circulation des produits chimiques traités est exactement connue. A cet égard, il n'y a aucune différence, que des inspecteurs humains soient ou non toujours présents sur place.

(M. Imai, Japon)

Je ne voudrais pas abuser du temps de mes collègues en donnant davantage de détails techniques et j'espère que le document de travail CD/619 suffira, au moins pour le moment, à donner les grandes lignes du concept proposé. Un point important que j'aimerais souligner est que le système décrit dans le document de travail est un système qui, nous le savons, fonctionne et c'est sur la base de cette connaissance que nous pensons qu'il pourrait trouver des applications dans certains aspects de la vérification du respect d'une convention sur les armes chimiques. Ce qui plus est, j'aimerais indiquer que la télédétection automatisée présente un avantage supplémentaire, celui du rapport coût/efficacité dans l'emploi des inspecteurs humains. Il a le mérite de l'objectivité et de l'uniformité dans la qualité des données recueillies et transmises, qui sont des éléments très importants de la vérification.

Je suis naturellement conscient de l'état des délibérations et négociations dans les différents groupes de travail de notre Comité spécial des armes chimiques. Je ne prétends pas qu'une adoption simpliste de la robotique résoudrait ces problèmes. Il ne fait pas de doute que nous devons d'abord et avant tout nous entendre sur le principe concernant le type de vérification qui devrait faire partie intégrante de notre accord. En même temps, Monsieur le Président, la délégation japonaise est convaincue qu'il serait très utile, pour comprendre la portée du problème lui-même, de l'approcher sous l'angle de "ce qui est possible". J'espère que le document de travail CD/619 sera utile à cette fin.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Conformément à la décision prise à la Conférence à sa 289ème séance plénière, je donne la parole au représentant du Bangladesh, Son Excellence l'Ambassadeur Karim.

M. KARIM (Bangladesh) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'exprimer, par votre intermédiaire, les sincères remerciements de ma délégation aux membres de la Conférence qui nous ont si aimablement permis de nous adresser à cette auguste assemblée pour la première fois cette année. Nous sommes très heureux que la délégation du Bangladesh puisse le faire alors que vous présidez les débats de la Conférence. L'expérience et la sagesse dont vous faites preuve à ce poste sont bien connues et nous sommes pleinement convaincus que, sous votre direction compétente et expérimentée, ce forum multilatéral unique de désarmement continuera à n'épargner aucun effort pour contribuer de façon positive à des négociations significatives sur tous les problèmes de désarmement qui n'ont pas encore été réglés. Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour que soit consigné à quel point ma délégation a apprécié et admiré la façon constructive dont l'Ambassadeur Adeito Bagbeni, du Zaïre, a dirigé les travaux de la Conférence au cours du mois de juin.

Mon intervention est essentiellement motivée par le désir de souligner à nouveau l'importance que le Bangladesh attache aux travaux concrets accomplis par la Conférence du désarmement en vue de réaliser l'un des objectifs les plus chers à l'humanité, qui est d'éloigner de nous la menace de guerre et la mort et les destructions qu'elle entraîne. Il faut reconnaître que c'est là une tâche

(M. Karim, Bangladesh)

ardue et complexe, comme la lenteur des progrès accomplis par la Conférence dans ses négociations sur différentes questions l'a souvent attesté dans le passé. Mais le fait qu'au cours de cette même période, la Conférence et l'organe qui l'a précédée - le Comité du désarmement - aient continué de fonctionner et aient été en mesure de contribuer utilement au désarmement, malgré des difficultés apparemment insurmontables, en commençant à jeter les bases de négociations et d'accords éventuels, témoigne en soi de l'utilité de ce forum. L'intérêt et l'importance de la Conférence du désarmement tiennent aussi au rôle unique qu'elle joue en assurant à tous les accords éventuels la base étendue et le caractère universel sans lesquels aucun d'entre eux ne saurait en fait être viable ni crédible. Ma délégation voudrait exprimer sa gratitude pour le rôle positif et constructif joué par la Conférence sur ce plan.

Une autre raison, encore plus importante, de mon intervention d'aujourd'hui est de faire connaître la préoccupation et la peine sincères qu'éprouvent le Gouvernement et le peuple du Bangladesh devant l'escalade absurde et très dangereuse de la course aux armements à laquelle nous assistons depuis quelques années. Cette escalade a non seulement fragilisé la structure actuelle de la paix mondiale, mais accru considérablement la menace de guerre, en particulier de guerre nucléaire - mettant en jeu le destin de l'humanité tout entière. En fait, l'accumulation des armes de toutes sortes - classiques et nucléaires - a pris maintenant une dimension nouvelle et alarmante et, loin de contribuer à la paix et à la sécurité internationales, créé en réalité une tension grave à l'échelle mondiale. Il est ironique que cela se produise sous nos yeux, alors que des problèmes économiques toujours plus nombreux, une sécheresse sans précédent et des catastrophes naturelles de toutes sortes frappent de vastes régions de notre planète - faisant des millions de victimes.

L'incompatibilité entre la course effrénée aux armements à laquelle nous assistons et la situation critique actuelle, caractérisée par l'extrême pauvreté et la misère qui sévissent dans différentes régions du monde, le chômage de centaines de millions de personnes, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, l'inflation et la lenteur ou l'absence de croissance, est trop évidente pour qu'il soit nécessaire d'entrer dans les détails. Il ne fait non plus aucun doute que les dépenses colossales engagées pour les armements ont contribué de façon désastreuse à cette triste situation en détournant des ressources précieuses et peu nombreuses à des fins non productives. Ma délégation estime que le moment est maintenant venu de nous occuper immédiatement et de toute urgence de cette grave réalité. Si la communauté internationale n'agit pas maintenant, la situation déjà critique ne fera que s'aggraver encore.

C'est précisément dans cette perspective que le Gouvernement et le peuple du Bangladesh se sont félicités au début de cette année, de la reprise des négociations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique sur toute la gamme des armes nucléaires. Nous espérons qu'on ne laissera pas s'éteindre l'optimisme engendré par la reprise des négociations et que des efforts sincères et sérieux seront accomplis pour faire en sorte que les négociations débouchent sur des résultats positifs et concrets. Ma délégation espère aussi que la même attitude positive prévaudra dans les négociations de la Conférence du désarmement au cours de la phase finale de la session actuelle, afin que le temps qui nous reste soit utilisé au mieux pour parvenir à des résultats tangibles dans des domaines spécifiques.

Notre appui et notre encouragement à cet égard ne sont qu'une manifestation de notre engagement ferme et total envers la cause du désarmement sous tous ses aspects. Cet engagement jamais démenti a toujours été l'un des éléments fondamentaux de notre politique étrangère et cela dès 1971 - année où le Bangladesh est devenu indépendant. C'est pourquoi nous avons toujours participé activement aux débats sur les questions liées au désarmement dans toutes les grandes instances internationales, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence du Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de la Conférence islamique et le Commonwealth, contribuant par nos réflexions et nos idées à une plus grande efficacité de l'action menée dans ce domaine particulier. Notre participation au plus haut niveau à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, en 1982, a montré l'importance que nous attachons à cette question. A cette occasion, le Président du Bangladesh, Hussain Mohammad Ershad a déclaré ce qui suit :

"Pour assurer la paix et la sécurité qui préserveraient notre planète pour les générations à venir, nous devront mettre un terme à la constante escalade de la course aux armements. Etant donné qu'une fraction seulement des armes dont nous disposons suffirait à détruire notre civilisation plusieurs fois, une telle opération semble vraiment une redondance illogique. Par conséquent, nous devons tendre vers un désarmement total et complet, avec le désarmement nucléaire comme objectif immédiat et central."

Nous pensons que les observations formulées par notre Président pendant la deuxième session extraordinaire n'ont rien perdu de leur actualité. Bien au contraire, dans le contexte actuel, elles méritent qu'on leur accorde encore plus d'attention, car la contrainte du temps et la gravité du problème auquel l'humanité est confrontée les ont rendues plus opportunes que jamais.

En exprimant l'opinion de ma délégation sur cette question particulière, j'aimerais souligner à nouveau l'opinion de mon gouvernement selon laquelle tout effort significatif en vue de promouvoir la cause du désarmement devrait tendre à aborder les questions et les problèmes en jeu dans leur intégralité. Nous croyons que l'on peut y parvenir en gelant immédiatement la fabrication et la mise au point des armes nucléaires et de leurs vecteurs, ainsi que les recherches dans ce domaine. Une fois que cette étape initiale et capitale aura été franchie, des mesures pourraient être prises pour éliminer les stocks actuels d'armes qui constituent toujours une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales. En outre, le Gouvernement du Bangladesh est parfaitement conscient des dangers potentiels inhérents aux efforts visant à perfectionner encore les systèmes d'armes nucléaires et de l'opportunité d'un traité d'interdiction complète des essais qui rendrait ce perfectionnement impossible. Ce n'est donc pas sans regret que nous avons constaté l'extrême lenteur des progrès vers l'élaboration d'un tel traité à la Conférence.

Ma délégation souhaiterait s'associer à tous ceux qui ont souligné l'importance de la conclusion, à une date rapprochée, d'un traité d'interdiction complète des essais. Nous espérons que les négociations menées cette année à la Conférence aboutiront à des résultats positifs dans ce sens. La réalisation de cet objectif serait pour nous tous un succès notable, puisque l'arrêt des essais permettrait de réduire de manière significative l'aspect qualitatif de la course aux armements. Ce serait un puissant encouragement pour mettre fin à la mise au point d'armes nucléaires nouvelles et pour réduire les stocks existants.

(M. Karim, Bangladesh)

L'importance que ma délégation attache aux progrès des négociations concernant l'interdiction complète des essais intéresse aussi particulièrement la troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération qui doit se tenir bientôt en 1985. Depuis bien des années déjà ce Traité a été l'un des instruments internationaux consacrés à l'établissement d'un système viable de non-prolifération qui a suscité le plus de débats. Aux termes de l'article VI du Traité, chaque partie au Traité s'engage "à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée". L'impasse à laquelle ces négociations ont abouti dans le passé a donné lieu à des réserves et à des doutes dans de nombreux milieux. Nous espérons qu'un engagement renouvelé de respecter l'esprit de cet article et le désir de tous les intéressés d'entamer des négociations positives sur un Traité d'interdiction complète des essais et sur d'autres questions concernant le désarmement nucléaire, tant à la Conférence du désarmement que dans d'autres instances, contribueront à dissiper ces craintes. Nous estimons également que toute mesure concrète prise dans ce sens renforcerait l'aspect positif du Traité sur la non-prolifération en tant qu'instrument international utile et efficace dans le domaine du désarmement.

La délégation du Bangladesh se préoccupe sérieusement des conséquences dangereuses de l'escalade de la course aux armements nucléaires, mais elle n'est pas moins préoccupée par les dangers que créent d'autres armes non nucléaires, dont les armes chimiques. Mon gouvernement estime que la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques, ainsi que leur destruction, devraient également constituer l'une des priorités essentielles dans les efforts internationaux de désarmement. C'est pourquoi nous avons noté avec une vive satisfaction les progrès encourageants réalisés par la Conférence du désarmement au cours de sa dernière session dans ce domaine particulier. La Conférence est maintenant saisie d'un certain nombre de propositions concrètes, qui pourraient constituer la base d'un accord viable sur les armes chimiques. Nul pays ne serait plus heureux que le Bangladesh de voir les négociations qui se poursuivent actuellement au Comité spécial des armes chimiques sur la base de ces propositions et d'autres propositions qui pourraient être présentées par les parties intéressées aboutir sous peu à un accord.

La délégation du Bangladesh s'associe à toutes les délégations qui ont exprimé leur préoccupation au sujet de la possibilité d'une militarisation de l'espace extra-atmosphérique. Compte tenu de notre expérience passée, nous sommes tous conscients des conséquences que pourrait entraîner la poursuite de cette tendance au stade actuel. Ma délégation estime qu'il est souhaitable d'empêcher qu'une telle possibilité ne devienne réalité plutôt que d'attendre que le problème ait pris de l'ampleur. Si la communauté internationale ne fait pas dès maintenant des efforts résolus dans ce sens, il sera infiniment plus difficile de résoudre le problème par la suite, comme cela a été le cas pour d'autres systèmes d'armes. Il va de soi que la délégation du Bangladesh se félicite de la décision récente de la Conférence du désarmement visant à créer un organe subsidiaire spécial chargé d'étudier cette question essentielle dont le succès pourrait beaucoup contribuer à la préservation de l'espace extra-atmosphérique en tant que patrimoine commun de l'humanité qui doit être utilisé exclusivement à des fins pacifiques. Nous notons avec satisfaction qu'un certain nombre de délégations

(M. Karim, Bangladesh)

à la Conférence ont déjà présenté des idées précises sur les différentes questions qui, dans ce domaine, devraient bénéficier d'une attention prioritaire. Nous espérons que le dialogue ainsi engagé deviendra plus constructif et que l'on s'efforcera d'envisager l'ensemble des aspects que pourrait prendre la militarisation de l'espace extra-atmosphérique.

Je voudrais aussi faire observer qu'aucun effort en vue du désarmement effectif ne sera jamais couronné de succès en l'absence de mesures destinées à faire baisser les tensions internationales et à instaurer la confiance. La lenteur actuelle des progrès des négociations sur la limitation des armements nucléaires à différents niveaux et dans différentes instances témoigne clairement de cette réalité. Nous estimons que cette situation insoluble ne peut être débloquée qu'en jetant les fondements de la paix mondiale grâce à la primauté du droit, en renonçant à l'emploi de la force et en réglant les différends internationaux par des moyens pacifiques et par l'application de mesures propres à accroître la confiance. C'est ainsi que le Bangladesh a toujours appuyé le règlement pacifique de tous les différends, compte tenu des principes de la Charte des Nations Unies. Il a aussi appuyé activement la création de zones de paix et de zones exemptes d'armes nucléaires dans diverses parties du monde.

Dans notre propre région, nous avons également accompli des efforts inlassables pour promouvoir la paix et la stabilité en créant un climat de confiance, d'entente et de coopération. L'objectif que nous visons, à savoir la création d'un forum régional de coopération entre les pays de la région du sud de l'Asie, qui a beaucoup progressé depuis qu'elle a vu le jour, témoigne à l'évidence de la sincérité et du sérieux de notre propos à cet égard et de notre détermination de donner une chance de paix à notre région pour le bien-être des millions d'habitants qui y vivent. Une rencontre au sommet de tous les Chefs d'Etat ou de gouvernement de notre région se tiendra à Dhaka, notre capitale, au mois de décembre prochain. Unique en son genre, ce sommet marquera une nouvelle date importante dans les efforts constants que nous déployons pour donner espérance et confiance à cette région et rapprocher les peuples qui l'habitent par des actes de coopération positifs.

Enfin, je voudrais conclure en rappelant que dans son rapport de l'année dernière à l'Assemblée générale, la Conférence du désarmement a noté qu'elle continuerait à tenir des consultations cette année en vue de choisir quatre nouveaux membres et qu'elle rendrait compte du résultat de ces consultations à la quarantième session de l'Assemblée générale. Convaincus de la responsabilité partagée de toutes les nations du monde, grandes ou petites, qui est de contribuer positivement au processus de désarmement, nous attachons une grande importance à cette décision, non seulement parce que l'élargissement de la composition de la Conférence donnera à celle-ci une base plus large, mais aussi parce qu'elle permettra aux nouveaux membres d'apporter une contribution substantielle aux négociations engagées au sein de la Conférence. Le Bangladesh a déjà exprimé son désir véritable et sincère de s'associer plus activement aux activités de la Conférence et de s'acquitter des responsabilités croissantes qui incombent à un membre à part entière de la Conférence du désarmement. Ce désir est le résultat d'un engagement de longue date envers la cause du désarmement, qui ne s'est jamais démenti. Nous espérons que la Conférence du désarmement pourra prendre une décision positive sur notre candidature pendant la présente session, ce qui nous permettrait de contribuer à ses travaux.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Bangladesh de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède, Son Excellence l'Ambassadeur Ekeus.

M. EKEUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, nous entendons parfois dire au fil des discours que les négociations relatives à une convention sur les armes chimiques ne progressent pas comme nous le voudrions. Je suis d'accord. Mais je récusé les conclusions que l'on tire habituellement de ce genre de déclarations, à savoir que la faute en revient à une ou plusieurs délégations. L'existence même de problèmes, qu'ils soient politiques, militaires ou techniques, traduit des préoccupations pertinentes et graves d'une ou de plusieurs délégations. Nous devons apprendre à respecter les problèmes de nos partenaires aux négociations, de la totalité d'entre eux, et à aborder ces problèmes avec sérieux.

Au cours de la présente session, une somme considérable de travail utile a été accompli au sein du Comité spécial des armes chimiques. Ce travail a été particulièrement utile dans la mesure où il a permis de mieux préciser les positions et les points de vue sur ce sujet, de sorte qu'il est maintenant plus facile de cerner les problèmes et les préoccupations ainsi que les domaines où il existe une base pour des accords.

Certains des problèmes que nous rencontrons au Comité ne sont pas seulement techniques, mais ont surgi parce que les négociateurs ne se représentent pas parfaitement comment les différents aspects de la future convention seront liés entre eux. Il y a une tendance à rester bloqué sur tel ou tel aspect d'un problème du fait qu'il est étroitement lié à un autre aspect du même problème et que ni l'un ni l'autre ne peuvent être résolus isolément. Prenons un exemple : nous éprouvons des difficultés à propos de la question des mesures à prendre au sujet des installations de fabrication d'armes chimiques car nous n'avons pu nous mettre d'accord sur ce qu'il faut entendre par de telles installations. Et, en partie, nous ne pouvons pas nous mettre d'accord sur ce qu'il faut entendre par ces installations parce que nous n'avons pas convenu de la façon d'aborder la question des installations qui fabriquent les mêmes produits chimiques dans le contexte de l'industrie civile. En bref, nous n'arrivons pas à nous entendre sur les mesures fondamentales à prendre dans une partie de la convention faute d'une vue d'ensemble des mesures qui seront prescrites dans d'autres parties de cet instrument.

Prenons un autre exemple : nous avons passé de longs mois et même des années sur la formulation des définitions et des critères pour identifier certaines catégories de produits chimiques. Ce n'est pas parce que les éminents chimistes, dont la participation nous est précieuse, considèrent qu'il s'agit là d'un problème techniquement ou chimiquement insurmontable, mais parce que nous savons que les mesures à élaborer sont fonction de la façon dont seront classés les produits chimiques. Le fond du problème, c'est que nous ne sommes parvenus à aucun accord sur les mesures à prendre, parce que les produits chimiques en question, bien que clairement définis, n'ont pas été classés d'une façon qui puisse favoriser l'application des mesures. Et nous continuerons à ne pas savoir comment les classer aux fins de la convention tant que nous ne serons pas parvenus à un accord sur les mesures à appliquer.

(M. Ekeus, Suède)

Ainsi qu'il est indiqué dans le document CD/539, Annexe I, le Comité a réparti les produits chimiques en cinq grandes catégories : les produits chimiques létaux supertoxiques, les autres produits chimiques létaux, les autres produits chimiques nuisibles, les précurseurs clefs et les précurseurs. Ceci a été très utile pour notre travail et c'est sur cette base que nous devrions essayer d'aborder le problème pour surmonter les contradictions susmentionnées.

Nous sommes cependant de plus en plus préoccupés de ce que tous les produits chimiques appartenant à une même catégorie ne sont pas traités selon les mêmes principes dans les différentes parties de la convention et de ce qu'un même produit chimique peut faire l'objet de mesures qualitativement différentes selon les fins auxquelles il est destiné. En même temps, nous nous préoccupons de ce qu'un même niveau de mesure est appliqué à toute une catégorie de produits chimiques en dépit de leur diversité et de la multiplicité des fins auxquelles ces produits peuvent être utilisés. Toutes les tentatives faites pour appliquer la même série de mesures à tous les produits chimiques pertinents dans chacune des cinq catégories susmentionnées, ont montré très clairement qu'une telle méthode n'est possible, ni politiquement, ni dans la pratique. Il faut donc affiner les concepts. Les travaux du Comité ont montré que c'était là un point de vue largement partagé.

En outre, nous avons l'impression que l'opinion à peu près générale est qu'il faut, pour résoudre ces difficultés, adopter une approche globale qui nous permettrait de sortir du cercle vicieux des difficultés que nous avons rencontrées au Comité.

Le principal objet de mon intervention d'aujourd'hui est d'exposer les grandes lignes d'une telle approche globale pour traiter de tous les produits chimiques visés par la convention. Ce faisant, ma délégation se fonde sur ce que nous considérons être des préoccupations communes ainsi que des points de vue généralement partagés.

Nous proposons un moyen de structurer tous les différents aspects de la convention, depuis les déclarations jusqu'à la vérification des dispositions des différents articles, en passant par l'élimination des armes chimiques et la poursuite de leur fabrication. La structure proposée s'inspire des principes sur lesquels nous semblons être d'accord et se fonde sur la structure et les définitions de base figurant dans le document CD/539, Annexe I. Les principes et solutions proposés pourraient assez facilement devenir des libellés pour les articles incorporés sous les différentes rubriques du document CD/539, Annexe I.

Cette proposition s'inspire essentiellement des éléments qui, selon notre interprétation des résultats des travaux du Comité spécial, représentent une approche commune sans avoir nécessairement fait l'objet d'un accord formel.

Ainsi cette proposition ne contient aucun élément nouveau ni variante par rapport à ce qui semble avoir recueilli l'assentiment général au Comité. Ce qui pourrait être considéré comme nouveau, c'est la façon dont les éléments

(M. Ekeus, Suède)

acceptables par tous sont organisés et insérés. Nous voudrions caractériser cette proposition comme constituant des idées pour une structure des éléments de fond déjà acceptés. Avec cette proposition, nous espérons contribuer aux efforts déployés pour accélérer la rédaction des articles de la future convention.

La philosophie de cette proposition est simple. Nous nous inspirons des définitions qui figurent déjà dans le document CD/539, Annexe I. Selon les déclarations, les produits chimiques létaux supertoxiques, les autres produits chimiques létaux, les autres produits chimiques nuisibles, les précurseurs clefs et les précurseurs seraient, selon notre proposition, répartis en trois groupes. En bref : le Groupe I comprendrait essentiellement les produits chimiques létaux supertoxiques susceptibles d'être utilisés à des fins d'armes chimiques et les précurseurs clefs à fin unique; le Groupe II comprendrait les autres produits chimiques létaux supertoxiques et précurseurs clefs; le Groupe III comprendrait les autres produits chimiques létaux, la plupart des autres produits chimiques nuisibles et quelques précurseurs. Un régime différent s'appliquerait à chacun de ces trois groupes, en ce qui concerne l'élimination, la fabrication et la vérification. Le régime I devrait être le plus strict et le plus contraignant; il s'appliquerait à tous les produits chimiques du Groupe I. Le régime II devrait également être strict mais un peu moins pesant; il s'appliquerait aux produits chimiques du Groupe II. Le régime III serait le moins strict des trois et s'appliquerait aux produits chimiques du Groupe III.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant m'arrêter un peu plus en détail sur cette approche.

Ma délégation considère que les produits chimiques suivants sont à classer dans le Groupe I : tous les produits chimiques létaux supertoxiques qui sont ou qui pourraient être utilisés à des fins d'armes chimiques. Le Groupe I devrait également comprendre d'autres produits chimiques létaux à fin unique, s'il y en a, ainsi que d'autres produits chimiques nuisibles, par exemple les agents incapacitants dérivés du glycollate. Une autre catégorie, qui devrait figurer parmi les produits chimiques du Groupe I, est celle des précurseurs clefs qui n'ont pas ou n'ont que peu d'utilisations pacifiques, y compris ceux qui pourraient être utilisés en tant que composants clefs d'armes à composants multiples, comme par exemple le DF et le QL.

Ma délégation mettrait dans le Groupe II les produits chimiques qui, du fait de leur toxicité, sont des produits chimiques létaux supertoxiques mais qui sont exclusivement utilisés à des fins pacifiques, surtout dans l'industrie pharmaceutique. Les glucosides cardiologiques et certains carbamates en sont des exemples. Le risque existe toujours que la mise au point de ces produits chimiques ne conduise à la mise au point de nouvelles armes chimiques. Aussi un Etat partie qui aurait des raisons de penser qu'un des produits chimiques de ce groupe constitue une arme chimique potentielle, pourrait proposer que le Comité consultatif le fasse passer dans le Groupe I.

Le Groupe II comprendrait également des précurseurs clefs ayant des utilisations pacifiques.

(M. Ekeus, Suède)

Nous classerions dans le Groupe III, les autres produits chimiques létaux ayant des utilisations pacifiques étendues mais qui ont aussi été fabriqués à des fins d'armes chimiques. En outre, le Groupe III engloberait les "autres produits chimiques nuisibles" autres que ceux qui ont été classés dans le Groupe I, ainsi que certains précurseurs ayant des utilisations pacifiques étendues mais qui pourraient également être utilisés aux stades initiaux d'une fabrication d'armes chimiques.

Ayant ainsi délimité les groupes de produits chimiques, il conviendrait maintenant d'établir les principes fondamentaux pour les trois régimes correspondants.

Le Régime I devrait s'appliquer à tous les produits chimiques du Groupe I. Il devrait être très strict et contraignant étant donné que les produits chimiques du Groupe I sont essentiellement les seuls qui sont exclusivement destinés à des fins d'armes chimiques.

Pour ce qui est de l'élimination des stocks, la règle du Régime I devrait être l'élimination par destruction. Cette règle ne souffrirait que très peu d'exceptions, lesquelles devraient être explicitement autorisées. Une de ces exceptions serait prévue par une disposition de la convention stipulant que les produits chimiques du Groupe I ne peuvent être conservés à des fins de protection que dans la limite d'une tonne par an au total.

Pour ce qui est de la poursuite de la fabrication, la règle devrait en être l'interdiction. Là aussi, on pourrait cependant envisager certaines exceptions limitées et bien définies. Je pense à la fabrication à des fins de protection, auquel cas les quantités fabriquées et conservées ne devraient pas dépasser au total une tonne par an. Cette fabrication devrait être concentrée dans une seule installation à petite échelle. La fabrication d'armes chimiques à d'autres fins pourrait également être autorisée à l'échelle du laboratoire, en de très petites quantités, mesurées en grammes/an.

Pour ce qui est de la capacité de production pour les produits chimiques du Groupe I, la règle devrait être la déclaration et l'élimination de cette capacité.

Les mesures de vérification applicables dans le cadre du Régime I seraient des plus strictes et prévoiraient une présence permanente d'inspecteurs internationaux pour les processus d'élimination et une surveillance et une inspection internationale systématique sur place en ce qui concerne la fabrication.

Enfin, le Régime I s'appliquerait naturellement aussi aux munitions et autres dispositifs.

Le Régime II serait conçu pour les produits chimiques du Groupe II. Les précurseurs clefs existant en stocks à des fins d'armes chimiques devraient être éliminés soit par destruction, soit par réaffectation à des fins pacifiques. Étant donné que le Groupe II comprend des produits chimiques ayant un certain potentiel pour une future mise au point de nouvelles armes chimiques, la poursuite de leur fabrication pourrait être limitée à une certaine quantité annuelle et ce dans une seule installation à petite échelle ou dans d'autres installations spécialement agréées.

(M. Ekeus, Suède)

Les installations ayant fabriqué ces produits chimiques devraient être déclarées si leur production a dépassé une certaine quantité. Elles devraient également être déclarées si elles poursuivent leur fabrication ou si une nouvelle fabrication est envisagée.

Pour s'assurer que ces produits chimiques ne sont pas transformés en de nouveaux types d'armes chimiques, le régime de vérification devra être strict. Des communications de données ainsi que des inspections internationales systématiques sur place sont à prévoir.

L'élimination des produits chimiques du Groupe III dans des stocks d'armes chimiques pourrait s'effectuer par destruction ou par réaffectation à des fins pacifiques. La poursuite de la fabrication devrait être déclarée. Les installations ayant fabriqué des produits chimiques du Groupe III devraient également être déclarées si le volume de la production a dépassé, disons, une tonne par an.

Les mesures de vérification applicables dans le cadre du Régime III comprendraient des communications de données et des inspections internationales systématiques sur place.

Tel est l'aperçu des principes et des politiques qui, selon ma délégation, pourraient constituer la base d'ententes communes. Ce que je viens de dire a également été résumé dans un diagramme d'une page, plutôt schématique qui a été joint à mon intervention d'aujourd'hui et dont le texte a été remis au **secrétariat** pour distribution. Ce diagramme pourra facilement être élaboré plus avant. Mais avant de le faire, ma délégation aimerait connaître les observations et les réactions des autres délégations à l'égard de cette approche.

Le PRESIDENT. Je remercie le représentant de la Suède de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, Son Excellence l'Ambassadeur ROSE.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :
Monsieur le Président. J'éprouve un grand plaisir à saluer très chaleureusement le nouveau représentant de l'Argentine à la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Mario Campora. Je lui souhaite bonne chance et beaucoup de succès dans son travail, et tiens à l'assurer de la pleine coopération de la délégation de la République démocratique allemande. Je voudrais dans mon intervention, aujourd'hui, présenter un document de travail CD/620 que ma délégation a préparé sur les mesures de vérification du respect d'une future convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Nous avons maintes fois exposé ces dernières années notre point de vue et notre position sur ce sujet. Mon pays est convaincu que la combinaison de mesures de vérification nationales et de procédures internationales est fondamentale pour pouvoir résoudre les problèmes.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Au cours de ces dernières années, on s'est mis d'accord pour que certaines formes de vérification internationale puissent être appliquées en ce qui concerne divers aspects de la convention sur les armes chimiques. L'élaboration des mesures concernant les inspections internationales devrait être abordée dans un esprit réaliste et équilibré étant donné qu'il s'agit de sécurité, de souveraineté nationale, et que des intérêts commerciaux et financiers sont en jeu.

Ma délégation partage l'opinion que le distingué représentant du Japon, l'Ambassadeur Imai, a avancée ici le 14 février, à savoir que la Convention sur les armes chimiques "devrait servir à renforcer la sécurité nationale de tous les Etats, tout en ne créant aucun obstacle au développement des activités normales des industries chimiques pacifiques dans le monde". Mon pays estime que c'est avant tout aux Etats eux-mêmes qu'il incombe d'appliquer sur leur territoire national ce à quoi ils se sont engagés au niveau international et que chacun doit donner aux autres parties l'assurance qu'il a rempli ses engagements. La mise sur pied au niveau national d'un système de contrôle est, bien entendu, la prérogative des pays concernés. Mais ceci ne doit pas nous empêcher de formuler des recommandations sur un tel système dans le cadre d'une convention sur les armes chimiques.

Les mesures de vérification nationales présentent un intérêt fondamental. En les appliquant, les Etats s'acquitteront de la responsabilité qu'ils ont de mettre en oeuvre la convention. Bien plus, ces mesures représentent la base sur laquelle doit reposer le système de vérification tout entier.

Les procédures de vérification internationales n'auront de sens que si elles sont étroitement liées aux procédures nationales. Il ne fait aucun doute que les Etats ont le droit souverain de décider des mesures internes à prendre pour mettre en oeuvre la convention. De même, il faut reconnaître que l'échange d'informations sur les éléments essentiels de ces mesures est indispensable si nous voulons faire naître la confiance, ce qui sera nécessaire pour assurer la coopération entre les parties à la convention.

Le but de ce document de travail est de faciliter la rédaction de dispositions relatives à deux aspects de la vérification nationale, à savoir des directives pour la création d'une autorité nationale chargée de la vérification et des principes pour le contrôle de certains produits chimiques.

La partie I contient des propositions et d'éventuelles directives internationales pour le fonctionnement d'une autorité nationale. Le fait de créer un organe spécial ou de confier la tâche à un organe déjà existant permettrait à l'Etat partie concerné de s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe de faire appliquer la convention sur son territoire et d'en assurer le respect. L'autorité nationale devra être dotée des pouvoirs appropriés et coopérer avec le comité consultatif international, surtout en ce qui concerne l'échange de données et l'appui à fournir aux procédures internationales. Elle pourrait être créée sous la forme d'un organe unique mais ses fonctions pourraient également être assurées par plusieurs organes distincts.

(M. Rose, République démocratique allemande)

La partie II contient d'éventuelles directives pour un système national de comptabilisation et de contrôle des produits chimiques dans l'optique de la convention. Un aspect important des activités de l'autorité nationale consisterait à s'assurer qu'il n'est pas fabriqué d'armes chimiques.

Le problème de la non-fabrication des armes chimiques a récemment pris un caractère d'actualité accru en raison des projets de fabrication d'une nouvelle génération d'armes chimiques. La convention doit donc prévoir des mesures appropriées pour garantir que de telles armes ne sont pas fabriquées en éludant la convention. Des règlements [clairement libellés] concernant les activités autorisées par la convention devront répondre à cette exigence.

Ce document de travail ne prétend pas être complet. Les suggestions qui y sont formulées sont destinées à faciliter les progrès. Leur objectif est d'aider les Etats à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la convention. Il va de soi qu'outre les fonctions esquissées dans le document, d'autres tâches, telles que la surveillance de la destruction des stocks d'armes chimiques et de telles ou telles installations devront peut-être être énoncées de façon plus détaillée.

Au cours des négociations au Comité des armes chimiques et de ses groupes de travail, ma délégation reviendra sur les problèmes que je viens d'aborder et proposera de nouvelles idées. L'an dernier, nos efforts ont donné certains résultats. Cependant, ma délégation s'inquiète de la lenteur des négociations et de la détérioration du climat dans lequel elles se déroulent parce que l'une des parties a jugé bon de renouveler des insinuations bien connues ainsi que des accusations et des calomnies totalement dénuées de fondement. Ce n'est pas ainsi que nous résoudrons les problèmes.

La décision de déployer des armes binaires n'a fait qu'aggraver des difficultés déjà sérieuses. Permettez-moi de répéter ce que ma délégation a déjà dit précédemment : ce qu'il nous faut obtenir maintenant c'est l'interdiction de la fabrication d'une nouvelle génération d'armes chimiques. Les problèmes qui en résulteront ne peuvent être résolus que par des négociations constructives dans un bon climat. Cela n'aide certainement pas de refuser de reconnaître qu'il faut dès maintenant consentir un nouvel effort pour éviter que la future convention ne soit compromise.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président, de remercier très chaleureusement le Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Turbanski, qui a donné toute son énergie et usé de tout son talent de diplomate pour faire avancer les travaux du Comité.

Puisque j'ai la parole, Monsieur le Président, je voudrais faire un très bref commentaire sur un autre point. C'est avec un grand intérêt que ma délégation a pris acte du rapport intérimaire présenté par le Président du Groupe spécial d'experts sismologues. Ce rapport nous a appris que l'évaluation de l'essai technique concernant l'échange de données de niveau I, en utilisant régulièrement le SMT/OMM, avait progressé. Nous attendons le rapport final qui sera présenté à la Conférence du désarmement à sa session de printemps. Ma délégation voudrait exprimer sa gratitude au Président, M. Dahlman, au coordonnateur, aux animateurs et à tous les membres du Groupe spécial pour le travail qu'ils ont accompli à ce jour. Mon pays qui a participé à l'essai technique et prend part au processus

(M. Rose, République démocratique allemande)

d'évaluation, voit dans ce rapport une contribution aux efforts qui sont déployés pour élaborer un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Comme la majorité des délégations à la Conférence du désarmement, mon pays estime que la conclusion d'un tel traité est fort importante et urgente.

La contribution du Groupe de travail spécial ne pourra bien sûr devenir efficace que le jour où s'engageront des négociations sur une interdiction complète des essais, si elles s'engagent. Les tentatives visant à isoler les travaux du Groupe des efforts déployés pour parvenir à un tel accord non seulement iraient à l'encontre du mandat et de l'entente générale sur la base de laquelle travaille le Groupe mais entraveraient les activités visant à résoudre les problèmes relevant du point 1 de notre ordre du jour.

A la lumière des positions exposées dans les deux documents de travail CD/610 et CD/612, récemment présentés par le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne, ma délégation a jugé nécessaire de s'arrêter plus longuement sur ce sujet.

Je ne veux pas entrer dans les détails maintenant, mais il faut qu'il soit parfaitement clair que toute tentative visant à dissocier le problème de la vérification du traité d'interdiction des essais lui-même conduirait inévitablement à renvoyer aux calendes grecques la cessation de tous les essais d'armes nucléaires. L'interdiction des essais est cependant une nécessité si nous voulons arrêter la course aux armements nucléaires et prévenir une guerre nucléaire, en d'autres termes si nous voulons nous acquitter de la tâche numéro un de l'humanité.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Son Excellence l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue au nouveau représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Mario Campora, avec lequel j'ai déjà eu l'occasion de collaborer au cours de la session de la Commission du désarmement, à New York. Je lui souhaite plein succès.

Aujourd'hui la délégation soviétique voudrait traiter de nouveau de la question de l'interdiction des armes chimiques. Nous avons écouté aujourd'hui avec intérêt, ce problème concernant les importantes déclarations assorties de propositions concrètes faites par les délégations de la République démocratique allemande, de la Suède et du Japon. Bien entendu, nous les étudierons avec toute l'attention et tout le sérieux nécessaires, selon la pratique invariable de la délégation soviétique.

Mais aujourd'hui je voudrais traiter du problème de l'interdiction des armes chimiques dans une large optique. Je suis contraint de le faire principalement à cause de certaines déclarations qui ont été faites assez récemment à la Conférence du désarmement.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Au cours de la présente session de la Conférence du désarmement, la délégation américaine a maintes fois invité toutes les délégations, y compris la délégation soviétique, à éviter la polémique et à mener un dialogue constructif. Il semble qu'elle n'ait pas étendu cet appel à elle-même, car dans presque chaque intervention de la délégation américaine cette année, en commençant par la déclaration de M. Adelman, le Directeur de l'Agence pour le contrôle des armements et le désarmement, on trouve des éléments de polémique et même à l'occasion des attaques directes contre l'Union soviétique, d'autres pays socialistes et parfois contre tels ou tels Etats non alignés.

Cependant, l'intervention de la délégation américaine du 23 juillet, ainsi que la déclaration faite par M. Barthelemy le 18 juillet, ont été marquées par une arrogance particulière.

Qu'est-ce qui caractérise ces interventions de la délégation américaine ? Tout d'abord la calomnie à l'adresse de l'Union soviétique et des pays socialistes, l'altération des faits et la démagogie. Prenons, par exemple, la dernière intervention de l'Ambassadeur Lowitz. Il a jugé nécessaire, apparemment aux fins d'un "dialogue constructif avec l'Union soviétique", de répéter la calomnie au sujet d'une utilisation d'armes chimiques en Afghanistan. A-t-il cité des faits quels qu'ils soient ? Bien sûr que non, il n'en a cité aucun, et il n'a pas pu le faire puisque ces faits sont totalement inexistants. De même, de nombreuses autres affirmations de la délégation américaine présentent le même caractère gratuit.

Or, si nous considérons les faits, nous nous trouverons devant un tableau entièrement différent de celui que s'efforce de brosser la délégation américaine.

Le fait, c'est qu'aucun Etat au monde n'a utilisé des armes chimiques en quantités aussi énormes que les Etats-Unis d'Amérique. En son temps, ils ont répandu au-dessus du territoire du Viet Nam 40 millions de litres de diverses substances toxiques. Deux millions de Vietnamiens ont été les victimes de cette guerre chimique. Dix mille habitants du Laos et du Kampuchea souffrent depuis de longues années de diverses maladies provoquées par des substances toxiques utilisées par l'armée américaine en Indochine. Rien qu'au Kampuchea, les armes chimiques américaines ont endommagé jusqu'à 85 % des forêts, et fait périr plus de 55 % des animaux.

Je rappelle ces faits à propos de la déclaration de l'Ambassadeur Lowitz, le 23 juillet, dans laquelle il a dit que les Etats-Unis ont joué et continuent à jouer un rôle de premier plan pour condamner l'utilisation des armes chimiques en quelque lieu que ce soit.

Actuellement, les Etats-Unis disposent d'un énorme arsenal d'armes chimiques. Il est principalement constitué de 55 000 tonnes de produits neurotoxiques. S'y trouvent plus de 3 millions de projectiles, 10 000 bombes d'aviation, 100 000 mines ou fougasses, de nombreux milliers de tonnes de substances toxiques. Rien que sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne les stocks de l'armée américaine contiennent 4 millions de litres d'agents neurotoxiques des types "Sarin" et "VX".

Et voilà que, tout récemment, le Sénat et la Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis ont décidé d'affecter des crédits pour des armes binaires.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Dans son intervention du 18 juillet, la délégation soviétique a exposé en détail des considérations sur les conséquences dangereuses que peuvent avoir ces décisions, y compris les difficultés qui peuvent surgir pour les négociations concernant l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. De nombreuses délégations, y compris des délégations de pays occidentaux, ont été intéressées par notre intervention. Au cours de diverses consultations bilatérales et d'entretiens avec elles, nous avons examiné ces questions avec calme et sérieux.

Or quelle a été la réaction de la délégation américaine à notre intervention? Cette réaction a été son intervention du 23 juillet, que l'on ne peut qualifier autrement que de neuropolémique et fondée sur des affirmations gratuites.

En particulier, l'Ambassadeur Lowitz a affirmé ce qui suit, et je le cite : "Si nous pouvons élaborer rapidement une convention dans cette enceinte, les Etats-Unis ne fabriqueront pas d'armes chimiques binaires et, de toute façon, le programme binaire des Etats-Unis ne constitue pas un obstacle à la conclusion de nos négociations".

Comme le montre cette citation, la partie américaine ne reconnaît pas que la création d'armes binaires complique les négociations. Dans ce cas, on aurait pu s'attendre à ce que la délégation des Etats-Unis présente des contre-arguments pour contester notre argumentation. Mais cela n'a pas été le cas. L'Ambassadeur Lowitz s'est contenté d'affirmer que les Etats-Unis avaient l'intention d'interdire les armes nucléaires dans le cadre de la convention en cours d'élaboration, mais n'a aucunement réagi aux inquiétudes que nous avons exprimées, des inquiétudes tout à fait réalistes et étayées par une argumentation concrète au sujet des répercussions des armes binaires sur le déroulement de nos négociations.

Certaines considérations viennent involontairement à l'esprit, concernant l'attitude des Etats-Unis à l'égard des mesures de limitation des armements et des négociations en vue de leur élaboration de concert. Les Etats-Unis adoptent un programme de création et de déploiement d'un nouveau type d'arme puis s'asseyent à la table des négociations soi-disant pour interdire ces nouveaux types d'armes et exigent au cours des négociations que nous souscrivions à leurs conditions, et lorsque cela ne se produit pas à cause de l'inacceptabilité manifeste des conditions proposées, ils déclarent qu'il n'a pas été possible de s'entendre et que, pour cette raison, voyez-vous, ils n'ont d'autre solution que d'entreprendre le déploiement de tel ou tel nouveau type d'arme. Nous connaissons bien cette démarche. Ils qualifient cette démarche de diplomatie de force dans les négociations et le nouveau type d'arme, de moyen de pression sur les interlocuteurs aux négociations. Pour notre part, nous percevons les choses différemment : à en juger par les résultats auxquels ces négociations aboutissent, elles sont menées non pas pour parvenir à des ententes, mais pour justifier des demandes de crédits militaires supplémentaires.

D'ailleurs, retournons aux négociations de notre Conférence sur la question de l'interdiction et de la destruction des armes chimiques. L'Ambassadeur Lowitz a déclaré, le 23 juillet : "A notre avis, il vaudrait mieux travailler ensemble pour chercher à résoudre les problèmes qui restent plutôt qu'essayer d'en créer de nouveaux". Je suis entièrement d'accord avec cette proposition. Malheureusement, on propose une chose et on en fait une autre.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

A titre de témoignage principal de l'intérêt que les Etats-Unis portent à la conclusion d'une convention, la délégation des Etats-Unis a mentionné, dans son intervention du 23 juillet que la partie américaine a présenté en 1984 un projet de convention sur cette question. Or le simple fait de présenter tel ou tel document ne signifie pas nécessairement qu'il contribue aux progrès dans les négociations. Il arrive que le résultat soit directement à l'opposé. C'est précisément ce qui s'est passé après la présentation du projet de convention américain. Au lieu de chercher des moyens pour rapprocher les positions, les auteurs de ce document ont avancé ce qu'ils ont appelé un "nouveau concept", qui a durci encore la position de la partie américaine à propos des questions de contrôle, ce qui, en d'autres termes, a signifié que la partie américaine s'est écartée de ses positions non en direction d'une entente, mais dans la direction exactement opposée.

Selon une information de la presse américaine, l'un des auteurs du "nouveau concept", le Secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis, M. Perle, a réussi à faire inclure dans le projet de convention des dispositions sur la vérification qui auraient inévitablement conduit les négociations dans une impasse. Lui-même d'ailleurs ne s'en est pas caché. Il a reconnu publiquement que "Nous ne pourrions pas parvenir à une entente sur cette base. Ils (les Russes) pourront tout simplement ne pas se trouver prêts à accepter un tel niveau d'inspection".

Nous avons évalué la présentation du projet de convention par les Etats-Unis comme reflétant l'intention de créer de nouvelles difficultés dans les négociations et de faire obstacle à la réalisation de progrès vers l'élaboration d'une convention, alors qu'en 1984, des perspectives favorables étaient apparues à la suite des efforts de toute une série de délégations et, en particulier, de la présentation par l'Union soviétique de propositions allant à la rencontre des positions de nos interlocuteurs aux négociations, y compris de celles des pays occidentaux. De nombreux représentants, y compris des représentants de pays occidentaux, ont reconnu leur caractère positif. Des représentants de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, de la Norvège et des Etats-Unis eux-mêmes ont exprimé leur satisfaction au sujet de notre proposition concernant la vérification de la destruction des stocks d'armes chimiques. Nous étions en droit d'attendre que cette satisfaction entraîne un mouvement à notre rencontre, qui faciliterait la recherche d'ententes dans d'autres directions également. Mais la réponse a été un durcissement de la position des Etats-Unis.

Il faut bien reconnaître que les Etats-Unis ont atteint leur objectif. En effet, après le dépôt du projet américain, il s'est créé ici, aux négociations, une situation extrêmement complexe.

Le 23 juillet, la délégation des Etats-Unis a confirmé que si le projet de convention américain n'était pas un ultimatum, les propositions qu'il contenait au sujet du contrôle avaient, elles, un caractère ultimatif. En fait, la délégation américaine s'est refusée à examiner des propositions relatives au contrôle qui auraient eu pour les Etats un caractère moins lourd, moins rigoureux (selon la terminologie américaine : "moins efficace").

L'adoption d'une décision sur la création d'armes binaires et la présentation, l'année dernière, du projet de convention américain, sont des phénomènes du même ordre. Toute la ligne de conduite des Etats-Unis à l'égard de l'interdiction des armes chimiques au cours des quelque quinze dernières années témoigne

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

de leur volonté de ne pas permettre que s'instaure une telle interdiction. On pourrait rappeler que lorsqu'en 1969 les Etats socialistes ont proposé de conclure une convention sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques, les Etats-Unis sont intervenus catégoriquement contre la conclusion d'une telle convention en ce qui concerne les armes chimiques.

En 1974, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont convenu d'entreprendre une initiative commune et, à titre de première mesure, d'interdire les types d'armes chimiques les plus dangereux, les plus létaux. L'Union soviétique a accepté cet accord, s'inspirant du désir de faire sortir de l'impasse la solution au problème des armes chimiques. Les Etats-Unis ont retardé pendant deux ans le début des négociations au cours desquelles on aurait pu élaborer une telle initiative. Enfin, en août 1976, des négociations soviéto-américaines sur l'interdiction des armes chimiques ont commencé à Genève. Au cours des douze séries de négociations qui se sont poursuivies jusqu'en 1980, des progrès non négligeables ont été réalisés sur les principaux éléments de la future convention. L'URSS et les Etats-Unis ont porté à deux reprises, en 1979 et en 1980, les résultats des négociations bilatérales à la connaissance du Comité du désarmement. Le Comité s'est déclaré très satisfait de ces informations. Malgré cela, en 1980, ces négociations ont été interrompues par les Etats-Unis et l'Administration Reagan a refusé de les reprendre. C'est ainsi qu'ont été réduits à néant les efforts non négligeables déployés pendant quatre ans.

Les Etats-Unis se sont obstinément opposés à ce que soient entreprises, au sein du Comité du désarmement, des négociations multilatérales en vue d'élaborer une convention sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques. En 1980, ils ont été contraints d'accepter la création, au Comité du désarmement, d'un organe de travail sur les armes chimiques, mais ils ont réussi à en édulcorer le mandat de façon qu'il ne prévoie pas la tenue de négociations. Ce n'est qu'en 1984 qu'il a été possible de convenir d'un mandat prévoyant de façon directe et complète la tenue de négociations ayant pour objet d'élaborer le texte d'une convention. Cela s'est fait en dépit des Etats-Unis, parce que la majorité écrasante des autres Etats souhaitaient s'entendre aussi rapidement que possible sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques. Et maintenant qu'ils sont obligés de participer à ces négociations, les Etats-Unis les freinent intentionnellement, entravent la réalisation d'une entente.

Les tentatives de la délégation américaine de rejeter sur autrui la responsabilité de la stagnation des négociations en se référant au "silence" de la délégation soviétique, à son absence de volonté de commenter les propositions américaines et à d'autres fictions ne résistent pas à la critique. La partie américaine aurait dû comprendre depuis longtemps que tant qu'elle ne fera pas preuve d'une souplesse réelle et non plus factice dans les négociations, les chances de succès de celles-ci seront très réduites.

Tels sont, Monsieur le Président, les faits réels sur lesquels je voudrais appeler votre attention. Ce sont eux, précisément, qui illustrent de façon authentique la situation qui existe dans le domaine de l'interdiction des armes chimiques, et non les affirmations gratuites que le représentant des Etats-Unis a manipulées le 23 juillet.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Quant à l'intervention de M. Barthelemy, le 18 juillet, à laquelle l'Ambassadeur Lowitz a jugé pouvoir s'associer, nous avons déjà dit ce que nous en pensions. Nous n'ajouterons que ce qui suit. Etant donné que M. Barthelemy a évoqué des souvenirs vieux de 50 ans, nous voudrions lui rappeler qu'il y a 50 ans environ des relations diplomatiques ont été établies entre l'URSS et les Etats-Unis et que peu de temps après nos deux pays sont devenus des alliés dans une guerre dont l'un des buts était, entre autres, de détruire la machine de propagande à laquelle M. Barthelemy s'est référé. Ce n'est pas non plus un secret que le thème central de l'activité calomniatrice de cette machine de propagande était l'anticommunisme et l'antisoviétisme. On ne peut que regretter que M. Barthelemy se soit lui-même assimilé à cette machine de propagande en battant le record de l'antisoviétisme à notre Conférence.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, pour commencer, permettez-moi de m'associer aux autres orateurs pour dire combien je suis heureux de voir aujourd'hui, dans cette salle de conférence, l'Ambassadeur Campora, de l'Argentine. De même que d'autres représentants, j'ai eu le plaisir de rencontrer l'Ambassadeur Campora à New York et nous nous réjouissons, ma délégation et moi-même, à la perspective de travailler avec lui dans l'avenir.

L'objet de mon intervention d'aujourd'hui est le point 1 de notre ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires.

Ma délégation a l'honneur d'être le coordonnateur du Groupe des délégations occidentales pour cette question et la déclaration que je vais faire maintenant le sera au nom d'un groupe de pays occidentaux.

Chacun sait que le programme de travail actuel de la Conférence est extrêmement chargé. Des comités spéciaux ont été créés pour quatre points de notre ordre du jour. Nous devons tous faire face à une série continue de réunions. C'est chose normale car, comme les déclarations faites en séance plénière de la Conférence nous le rappellent constamment, les questions inscrites à notre ordre du jour présentent un intérêt vital pour le monde entier. Ainsi donc, un travail assidu sur ces questions devrait être à l'ordre du jour.

Cependant, une question de grande importance ne figure pas aujourd'hui sur la liste des réunions des comités spéciaux. Il en était de même l'an passé. Cette question est celle de l'interdiction des essais nucléaires. Le fait qu'il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur la création d'un comité spécial au titre du point 1 de notre ordre du jour est un sujet de grave préoccupation pour le groupe des délégations occidentales au nom desquelles je m'exprime.

Nous sommes convaincus que cette Conférence peut et doit étudier la question d'une interdiction des essais nucléaires. Nous pensons que cette opinion est largement partagée à la Conférence. C'est la raison pour laquelle nous voyons mal pourquoi les délégations qui se sont prononcées le plus fermement en faveur d'un tel traité continuent de résister aux propositions que nous avons faites et qui permettraient de poursuivre vigoureusement des travaux concrets relatifs à un tel traité.

(M. Butler, Australie)

Le 24 juillet de l'année dernière, il y a exactement un an, j'ai eu l'honneur de présenter au nom du même groupe de pays un projet de mandat pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour - le document CD/521. Ce projet était le fruit d'une réflexion sérieuse et approfondie et de consultations étendues. En outre, il reflétait une souplesse nouvelle. Ce projet de mandat, établi conformément au paragraphe 120 du Document final, permettrait à la Conférence de reprendre un travail concret sur les "questions particulières relatives à une interdiction complète des essais - en vue de la négociation d'un traité en la matière". Nous savons tous quelles sont ces questions. Il s'agit de la portée d'un tel traité et des moyens par lesquels on pourrait en assurer la vérification et le respect.

Nous n'avons pas insisté pour qu'une décision soit prise au sujet de notre projet de mandat, mais nous serions heureux qu'il recueille un consensus.

Ce consensus n'a pu encore être réalisé et l'on a notamment fait valoir, pour refuser de s'y associer, qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre les travaux sur la vérification et que notre projet de mandat ne prévoyait pas la négociation immédiate d'un traité. Qu'en est-il en réalité ? S'agissant de la vérification, il est clair qu'il existe des vues nombreuses et diverses au sujet de ce qu'il est techniquement possible de faire et de ce qui serait nécessaire pour assurer une vérification adéquate et efficace d'un traité d'interdiction complète des essais. Face à cet état de choses, quel parti devons-nous prendre ? Lorsqu'il existe d'honnêtes divergences de vues, il ne fait aucun doute que nous devrions nous réunir au sein d'un organe subsidiaire et travailler ensemble sur la question de la vérification et d'autres questions de fond afin d'aplanir nos divergences.

Des contributions importantes ont été apportées dans ce sens à la dernière session et à la session actuelle par des délégations occidentales qui ont présenté des documents techniques sur les problèmes de vérification et sur la question des explosions nucléaires à des fins pacifiques.

Plusieurs de ces documents contenaient des propositions intéressantes, mais en l'absence d'un comité spécial on ne voit pas trop comment ces propositions pourraient être examinées avec toute l'attention et le sérieux qu'elles méritent.

En réponse à ces propositions, nous avons souvent entendu affirmer purement et simplement que les problèmes de vérification n'existaient pas. Cette réponse n'est ni adéquate ni objective et elle n'apporte certainement rien d'utile. Il n'est pas acceptable de faire bon marché de préoccupations sincères et valables en se contentant d'affirmer que le problème n'existe pas. Une réaction courageuse consisterait à se joindre à la discussion pour défendre son point de vue, pour chercher à démontrer qu'il n'existe pas de problèmes ou, s'il y en a, pour chercher à coopérer ensemble afin de leur trouver des solutions.

S'agissant de "négociation", il nous est difficile de comprendre les critiques que ces délégations ont dirigées contre le projet de mandat contenu dans le document CD/521. Ce projet de mandat dispose clairement que l'objet des travaux effectués au sein d'un comité spécial établi en vertu du mandat serait "la négociation d'un traité en la matière".

(M. Butler, Australie)

On prétend parfois que ce projet de mandat occidental constitue en fait un "rideau de fumée" derrière lequel ses auteurs se dissimuleraient plutôt que de négocier un traité, ou qu'ils déploieraient en tant que moyen de retarder la négociation d'un tel traité. Là encore, je le demande, quels sont les faits ? Toutes les délégations dont les noms figurent au-dessus du texte de ce mandat ont exprimé l'importance qu'elles attachaient à un traité d'interdiction complète des essais. Nous nous sommes tous engagés à oeuvrer concrètement pour résoudre les problèmes qui s'inscrivent dans le cadre d'un tel traité. Nous l'avons tous fait en toute bonne foi et nous avons formulé une proposition pratique en vue de ce travail parce que nous avons estimé que c'est par ce moyen qu'il pourrait véritablement avancer. Notre proposition donnerait l'impulsion nécessaire pour pouvoir progresser vers un traité d'interdiction complète des essais.

Je voudrais donner un exemple des incidences pratiques de notre projet de mandat en me référant à un projet de programme de travail pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour. Ce programme de travail a également été établi de commun accord par un groupe de délégations occidentales et il est actuellement distribué sous la cote CD/621. Un Etat non membre de la Conférence, la Norvège, a ajouté son nom aux pays occidentaux qui l'appuient. Nous avons décidé de le soumettre en tant que document à la Conférence afin qu'elle en soit saisie. Nous l'avons fait afin d'indiquer ce qui pourrait être accompli, comment nous pourrions organiser nos travaux et les sujets dont nous traiterions si un comité spécial était créé conformément à notre projet de mandat.

Nous lançons aux autres délégations un appel pour leur demander d'examiner sérieusement ce projet de programme de travail. Il représente notre conception de ce qui est nécessaire et expose clairement la façon dont nous travaillerions dans un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour.

La création d'un comité spécial, conformément au mandat figurant dans le document CD/521 pourrait conduire à l'adoption rapide d'un programme de travail comme celui énoncé dans le document CD/621. La grave lacune qui existe dans les travaux de cette Conférence serait ainsi comblée. Telle est, Monsieur le Président, la position du groupe de pays occidentaux au nom duquel j'ai fait cette déclaration.

Nous souhaitons voir cette Conférence entreprendre un travail concret sur le point 1 de l'ordre du jour. On a prononcé des discours sur cette question, mais cela ne suffit pas. Il est nécessaire de se mettre au travail, et cela dès maintenant. Nous n'acceptons pas la thèse selon laquelle il serait trop tard parce que la question dont il s'agit est trop importante. Nous continuons d'espérer que le travail pourra débiter cette année même et nous voudrions lancer un appel au petit nombre de délégations qui ont formulé précédemment des réserves au sujet de notre projet de mandat pour leur demander de réexaminer leur position et de s'associer à un consensus en vue de créer un comité spécial conformément à ce mandat.

Nous espérons que le programme de travail que nous avons présenté aujourd'hui facilitera ce réexamen.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, j'aimerais joindre la voix de ma délégation à celle des autres distingués représentants que nous avons entendus aujourd'hui pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Campora, de l'Argentine, dont il m'a déjà été donné d'apprécier la compétence pour des questions analogues à celle dont nous nous occupons aujourd'hui, pendant la session de la Commission du désarmement à New York.

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole aujourd'hui. Mais à la suite de l'intervention du distingué représentant de l'Australie, que nous venons d'entendre, j'ai estimé nécessaire de le faire, bien que je me borne presque exclusivement à rappeler certains faits qui me paraissent extrêmement pertinents en ce qui concerne le point 1 de l'ordre du jour et dont je pense qu'ils n'ont pas reçu dans cette intervention l'attention qu'ils méritent. Ces faits sont résumés dans les deux interventions faites par ma délégation pendant la session de l'année en cours et qui sont reproduites intégralement dans les comptes rendus de la 297ème séance, du 7 mars, et de la 317ème séance, du 2 juillet.

Compte tenu de certaines affirmations du distingué représentant de l'Australie, nous estimons qu'il est également nécessaire de reproduire dans le compte rendu de cette même séance le texte des deux documents dont je vais maintenant donner lecture : la résolution 39/52, approuvée par l'Assemblée générale le 12 décembre 1984, et le projet de mandat pour un comité spécial sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires, qui porte la cote CD/520 et a été présenté le 19 juillet 1984 à la Conférence du désarmement par le Groupe des 21.

Le texte intégral de la résolution 39/52, intitulée "Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires" est celui que je vais maintenant lire, en commençant par son préambule, qui est rédigé comme suit :

"L'Assemblée générale,

Considérant que la cessation complète des essais d'armes nucléaires, qui est à l'étude depuis plus de vingt-cinq ans et sur laquelle l'Assemblée générale a adopté près de cinquante résolutions, constitue un objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement, à la réalisation duquel elle n'a cessé d'assigner la plus haute priorité,

Soulignant que, à sept occasions différentes, elle a condamné de tels essais dans les termes les plus énergiques et que, depuis 1974, elle se déclare convaincue que la continuation des essais d'armes nucléaires intensifiera la course aux armements, accroissant ainsi le risque de guerre nucléaire,

Convaincue que les moyens actuels de vérification suffisent pour assurer l'application d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires et que la prétendue absence de tels moyens n'est qu'un prétexte pour développer et perfectionner encore les armes nucléaires,

Réitérant l'affirmation contenue dans plusieurs résolutions antérieures que, quelles que puissent être les divergences sur la question de la vérification, il n'y a aucune raison valable pour retarder la conclusion d'un accord sur l'interdiction complète des essais,

(M. Garcia Robles, Mexique)

Rappelant que, depuis 1972, le Secrétaire général a déclaré que tous les aspects scientifiques et techniques du problème ont été explorés de manière si complète que seule une décision politique est désormais nécessaire pour parvenir à un accord final que, si l'on considère les moyens existants de vérification, il est difficile de comprendre qu'un nouveau retard puisse être apporté à la réalisation d'un accord sur l'interdiction des essais souterrains et que les risques potentiels résultant de la poursuite des essais souterrains d'armes nucléaires sont bien supérieurs aux risques que pourrait présenter la décision de mettre fin à ces essais,

Ayant à l'esprit que les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui sont dépositaires du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, dans le rapport qu'ils ont présenté le 30 juillet 1980 au Comité du désarmement, après quatre années de négociations trilatérales, ont notamment déclaré qu'ils étaient conscients 'de l'intérêt considérable que présentera pour l'ensemble de l'humanité l'interdiction des explosions expérimentales d'armes nucléaires dans tous les milieux', ainsi que 'de la lourde responsabilité qu'ils ont de rechercher des solutions aux problèmes encore pendants', ajoutant qu'ils étaient aussi déterminés à déployer tous leurs efforts et à faire preuve de la volonté et de la persévérance nécessaires 'pour mener rapidement les négociations à bonne fin',

Tenant compte du fait que ces mêmes trois Etats dotés d'armes nucléaires se sont engagés dans ce traité, il y a vingt ans, à tenter d'assurer à tout jamais l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et que cet engagement a été expressément réaffirmé en 1968 dans le préambule du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont l'article VI énonce en outre leur engagement solennel et juridiquement obligatoire de prendre des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire,

Ayant à l'esprit l'influence négative croissante que l'absence totale de respect desdits engagements a exercée tant sur la première Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que sur la deuxième Conférence, qui se sont tenues à Genève du 5 au 30 mai 1975 et du 11 août au 7 septembre 1980 respectivement,

Convaincue que le maintien d'une telle situation n'augurerait pas bien de la troisième Conférence d'examen de ce traité, qui doit se tenir en 1985, ni même de l'avenir du traité lui-même,

Déplorant que, en raison de l'obstruction persistante d'un très petit nombre de ses membres la Conférence du désarmement n'ait pas été en mesure d'entamer la négociation multilatérale d'un traité d'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires, comme elle était spécifiquement priée de le faire dans la résolution 38/62 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1983,

(M. Garcia Robles, Mexique)

Notant que la Conférence du désarmement a déjà reçu diverses propositions concrètes sur cette question, y compris un projet complet du texte éventuel du traité dans son intégralité."

Ainsi se termine, Monsieur le Président, le préambule de la résolution 39/52, qui contient une synthèse serrée des faits que nous devons toujours garder à l'esprit lorsqu'il s'agit de cette question. Voyons maintenant ce qu'a dit l'Assemblée dans le dispositif de la résolution mentionnée. Je cite textuellement :

"1. Rappelle pour la huitième fois qu'elle condamne avec la dernière énergie tous les essais d'armes nucléaires;

2. Exprime aussi de nouveau sa grave préoccupation de ce que les essais d'armes nucléaires se poursuivent sans ralentissement, contre les vœux de l'écrasante majorité des Etats Membres;

3. Réaffirme sa conviction que la conclusion d'un traité ayant pour objet d'interdire à tout jamais, et pour tous les Etats, toutes les explosions nucléaires expérimentales revêt la plus haute priorité;

4. Réaffirme également sa conviction qu'un tel traité constituerait une contribution de la plus haute importance à la cessation de la course aux armements nucléaires et un élément indispensable au succès du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, étant donné que c'est seulement en s'acquittant des obligations prévues par le traité que les trois puissances qui en sont dépositaires peuvent s'attendre à ce que toutes les autres parties s'acquittent également de leurs obligations respectives;

5. Prie une fois de plus instamment les trois puissances dépositaires du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de se conformer strictement à leurs engagements de chercher à assurer à une date rapprochée et à tout jamais l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et d'accélérer les négociations à cette fin;

6. Prie également instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et, entre-temps de s'abstenir de faire des essais dans les milieux visés par ce traité,

7. Réitère son appel à tous les Etats membres de la Conférence du désarmement pour qu'ils entament immédiatement la négociation multilatérale d'un traité visant l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires et qu'ils mettent tout en oeuvre pour que la Conférence puisse transmettre à l'Assemblée générale, lors de sa quarantième session, le projet complet d'un tel traité;

(M. Garcia Robles, Mexique)

8. Demande aux Etats dépositaires du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de cesser immédiatement, compte tenu des responsabilités spéciales qui leur incombent aux termes de ces deux traités et en tant que mesure provisoire, toutes les explosions expérimentales nucléaires, soit au moyen d'un moratoire conclu trilatéralement, soit au moyen de trois moratoires unilatéraux;

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session la question intitulée 'Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires'."

Parmi les exhortations que contient la résolution et dont je viens de donner lecture, il me semble opportun, en guise de conclusion, d'insister sur le fait que celles qui sont contenues dans les paragraphes 7 et 8 devraient faire l'objet d'une attention particulière de la part de tous les distingués représentants qui se trouvent dans cette salle, en ce qui concerne le paragraphe 7, et de la part des représentants des Etats dépositaires de l'instrument connu sous le nom de Traité de Moscou, dans le cas du paragraphe 8.

Pour ce qui est du projet de mandat pour un comité spécial relatif au point dont il est question, présenté par le Groupe des 21 sous la cote CD/520, il continue d'être pleinement valable, bien qu'il date de juillet 1984, et la seule modification qu'il conviendrait de lui apporter serait de remplacer l'année "1984", mentionnée dans le texte, par "1985". Le texte intégral de ce projet de mandat, par la lecture duquel je vais clore mon intervention, est le suivant :

"La Conférence du désarmement décide d'établir, pour la partie restante de sa session de 1984, un comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires, qui engagera la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires et fera rapport à la Conférence sur l'état d'avancement de ses travaux avant la fin de la session.

Conformément à son mandat, le comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires tiendra compte de toutes les propositions existantes et initiatives futures. En outre, il tirera parti des connaissances et de l'expérience acquises au cours des années lors de l'examen de la question d'une interdiction complète des essais au sein des organes multilatéraux de négociation qui se sont succédé, ainsi que dans le cadre des négociations trilatérales. Le comité spécial tiendra également compte des travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques."

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Lorsque notre distingué collègue le représentant de l'Union soviétique a commencé son intervention aujourd'hui en se félicitant des déclarations concrètes et constructives faites par les représentants du Japon, de la Suède et de la République démocratique allemande, j'avais espéré qu'il continuerait dans cette voie, mais cela n'a malheureusement pas été le cas et nous avons été gratifiés aujourd'hui d'une répétition de vieilles accusations dénuées de tout fondement.

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

Je dois avouer que je crois maintenant connaître le thème au point de pouvoir prononcer moi-même le discours. Tout en me réservant le droit de répondre plus en détail à ces inexactitudes ou, en mettant les choses au mieux, à ces malentendus, je pense qu'il serait utile que chacun d'entre nous étudie attentivement la déclaration faite aujourd'hui par l'Ambassadeur Issraelyan, de façon à pouvoir tirer nos propres conclusions sur ce qui motive de telles déclarations de la part de l'Union soviétique. Mais je demande aussi instamment à chacun de se rendre compte que la fin de la session approche; je garde encore, pour ma part, l'espoir que le Comité des armes chimiques pourra accomplir de réels progrès. J'insiste pour que nous mobilisions tous notre énergie et nous mettions à l'oeuvre au Comité pour faire quelque chose de constructif durant la période restante de cette session.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Je serai bref. Je dois dire que je ne suis pas très heureux d'exprimer en cette séance plénière mon désaccord avec un collègue aussi distingué que le distingué Ambassadeur du Mexique, mais j'aimerais faire une ou deux brèves observations au sujet de ce qu'il a dit il y a quelques instants.

Tout d'abord, je pense que, jusqu'à un certain point, nous traitons en réalité de sujets différents. La déclaration que j'ai faite au nom d'un groupe d'Etats occidentaux concernait exclusivement un traité d'interdiction complète des essais nucléaires alors que celle du distingué Ambassadeur du Mexique visait presque entièrement un traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires. Bien entendu, ces deux questions chevauchent, mais elles ne constituent pas une seule et même question. Autrement dit il n'est ni clair ni exact de suggérer que nous nous préoccupons exclusivement de la vérification; ce n'est pas le cas, comme l'indiquent nos documents. Nous nous préoccupons également beaucoup de la question de la portée et c'est pour cette raison que notre proposition vise non pas seulement un traité concernant les essais d'armes nucléaires, mais un traité qui serait global et interdirait tous les essais nucléaires. Ce point a été illustré à l'Assemblée générale, de même que l'approche mentionnée par l'Ambassadeur Garcia Robles. Par exemple, à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, il y a eu une autre résolution, la résolution 39/53 intitulée "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires" a été présentée à l'Assemblée générale. Comme la résolution 39/52, elle a bénéficié d'un appui écrasant; on pourrait dire, pour être généreux, qu'elles ont recueilli un nombre de voix similaire. En réalité, la résolution 39/53 a recueilli légèrement plus de voix que la résolution 39/52.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je vous remercie, Monsieur le Président. J'approuve entièrement l'appel de l'Ambassadeur Lowitz, qui a demandé à toutes les délégations d'étudier attentivement notre déclaration. Nous n'avons pas eu la possibilité de la traduire dans les autres langues de travail et elle n'a été distribuée qu'en version originale russe.

Et maintenant une seconde observation. Je voudrais rappeler à la délégation des Etats-Unis une certaine loi de physique qui est également valable en politique. Cette loi est la suivante : toute action suscite une réaction, toute mesure appelle une contre-mesure.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration. Y a-t-il d'autres délégations qui désirent prendre la parole ?

Le secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, un calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Ce calendrier a été établi en consultation avec les Présidents des Comités spéciaux. Comme d'habitude, ce calendrier n'a qu'un caractère indicatif et peut être modifié selon que de besoin.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Avant de lever la séance, je voudrais informer la Conférence qu'à la suite des consultations sur le point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées", le Groupe des 21 m'a demandé de soumettre à la décision de la Conférence le projet de mandat contenu dans le document CD/515/Rev.1 lors de la séance plénière du mardi 30 juillet. J'ai donc l'intention de procéder comme suit au cours de la séance plénière de mardi : tout d'abord nous entendrons les orateurs qui se sont inscrits pour faire des déclarations sur les autres points de l'ordre du jour. Ensuite, nous nous réunirons en séance officielle pour examiner le projet de mandat proposé par le Groupe des 21 dans le document CD/515/Rev.1. Nous reprendrons immédiatement après la séance plénière pour entériner toute décision qui aura été prise en séance officielle et pour écouter les représentants qui souhaiteraient faire des déclarations sur la question.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 30 juillet, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 35.